

Fonds Partenarial Economie de Proximité

AIDE EN FAVEUR DES TPE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES LOGES

Artisans – Commerçants – Prestataires de services

REGLEMENT D'INTERVENTION

Préambule

Dans le cadre du SRDEII 2022-2030, la Région a décidé dans son 4^{ème} axe de « booster l'économie de proximité au cœur des enjeux de transition écologique, de mieux être social et d'aménagement du territoire ». Cet axe se traduit par la priorité 15 « consolider le tissu d'entreprises de proximité en partenariat avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) » et la mesure 41 « créer un fonds partenarial avec les EPCI pour l'économie de proximité ».

ARTICLE 1 : Objet du dispositif « Fonds Partenarial Economie de Proximité »

Le dispositif vise à accompagner les projets des **entreprises du quotidien dans lesquelles l'habitant et le touriste consomment fréquemment voire quotidiennement**. Ces entreprises doivent se réorganiser et s'adapter à de nombreux enjeux : évolution des modes de consommation, transition écologique et énergétique, usages numériques ...

Les objectifs du fonds consistent à :

- Renforcer une économie locale durable, résiliente et vertueuse ;
- Contribuer au maintien et à la création d'emplois non délocalisables sur les territoires ;
- Favoriser la création, le développement et la reprise – transmission des petites entreprises ;
- Adapter les entreprises aux enjeux de transition écologiques, énergétiques et numériques ;
- Encourager la création d'activités non présentes sur les territoires ;
- Diversifier les activités économiques sources de richesse ;
- Privilégier les activités et les services dans les centres-bourgs et centres-villes (lien avec l'objectif zéro artificialisation nette et la revitalisation des cœurs de villes et de bourg) ;
- Renforcer l'attractivité du territoire pour les habitants et pour les visiteurs.

Le fonds partenarial Economie de proximité est constitué de crédits provenant des intercommunalités volontaires (Aides locales) et de la Région (CAP Economie de Proximité).

Le présent règlement fixe les modalités d'intervention de la Communauté de Communes des Loges dans le cadre de ce fonds partenarial.

ARTICLE 2 : Texte fondant la compétence de la Région et des Intercommunalités, cadre juridique et régime d'aide européen

Suite à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), la Région et les intercommunalités volontaires interviennent en application des articles 1511-2 et 1511-3 du Code Général des Collectivités Territoriales. Conformément à ces articles, des conventions de partenariats économiques seront signées avec chaque intercommunalité ou groupement d'intercommunalités pour autoriser les interventions économiques des intercommunalités et de la Région.

Les aides attribuées dans le cadre ce règlement d'intervention s'inscrivent dans le cadre :

- du Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18/12/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides « de Minimis »,
- du régime d'aides exempté n° SA.100189, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021,
- du régime cadre exempté n° SA.103603, relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2022-2027, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021,
- du Règlement (UE) n°1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement de minimis agricole » et de leurs éventuelles modifications.

ARTICLE 3 : Date d'effet, durée du dispositif et périmètre

Le présent règlement est exécutoire à compter du 27/03/2023 (date d'approbation en Conseil Communautaire de la CC des Loges et sera valable pendant la durée de la convention entre la région et la communauté de Communes des Loges pour la mise en œuvre du fonds partenarial économie de proximité, soit le 31/12/2028.

ARTICLE 4 : Champ d'application du dispositif Aide TPE

Dans le cadre du Fonds partenarial « Economie de Proximité », la Communauté de Communes des Loges accorde une aide en faveur des TPE dans les conditions définies au présent règlement.

Par ce biais, la Communauté de Communes des LOGES entend :

- Favoriser la création, le développement et la reprise des TPE
- Favoriser la création d'activités peu ou non présentes sur le territoire
- Favoriser le maintien d'activités dans les centres bourgs
- Favoriser le maintien et la création d'emploi
- Renforcer l'attractivité du territoire
- Favoriser le maintien du dernier commerce
- Favoriser l'innovation
- Encourager les démarches de mutualisation.

Au regard des enjeux environnementaux et énergétiques, ainsi que des problématiques d'emplois sur le territoire, le financement de la CC des Loges interviendra prioritairement :

- sur les projets permettant la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique (investissements permettant de réduire les consommations d'énergies, d'utiliser des sources d'énergies non carbonées....).
- Sur les projets des entreprises s'engageant à participer à toutes manifestations permettant de promouvoir l'emploi sur le territoire de la CC des Loges (forum de l'emploi pour faire connaître son métier, ses besoins, accueil de stagiaires (stage dès la 3ème....)).

ARTICLE 5 : Territoire éligible

Le projet d'investissement doit être réalisé sur l'une des communes intégrées à la Communauté de Communes des LOGES, à savoir :

Bouzy la Forêt, Châteauneuf sur Loire, Combreux, Darvoy, Donnery, Férolles, Fay aux Loges, Ingrannes, Jargeau, Ouvrouer les Champs, Sandillon, Saint Denis de l'Hôtel, Saint Martin d'Abbat, Seichebrières, Sigloy, Sully la Chapelle, Sury aux Bois, Tigy, Vienne en Val, Vitry aux Loges.

ARTICLE 6 : Entreprises éligibles

Peuvent bénéficier des aides :

- Les entreprises artisanales inscrites au Répertoire des Métiers ou au Registre National des Entreprises (depuis le 01/01/23) ;
- Les entreprises de commerce ou prestataires de services inscrites au Registre du Commerce et des Sociétés ou au Registre National des Entreprises (depuis le 01/01/23) ;
- Les prestataires d'activités touristiques répondant aux orientations de la stratégie Tourisme de la CC des Loges
- Réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 1 M€ HT ;
- Ayant des capitaux propres positifs ou une situation nette positive (pour les Entreprises Individuelles) ;

- A jour de leurs charges fiscales et de leurs cotisations sociales ou bénéficiant d'un moratoire dans ce domaine.
- Les entreprises n'ayant pas sollicité sur le même projet (même assiette) une aide au titre des outils CAP (Contrat d'Appui aux Projets) mis en oeuvre par la Région Centre-Val de Loire, ou toute autre aide financière.

Les investissements éligibles aux subventions s'appliquent aux entreprises artisanales, commerciales, de services, et de prestations de services touristiques, en phase de création, reprise ou développement.

Les créations et les reprises d'entreprises sont éligibles à la condition que le porteur de projet ait été accompagné par un organisme habilité et/ou ait suivi une formation à la création/reprise d'entreprise.

Les créations d'entreprises d'activités, déjà existantes dans les communes, devront faire l'objet d'un accompagnement de type (Initiative 45), afin de vérifier le potentiel de marché.

Sont exclus de l'éligibilité du dispositif d'aide :

- Les auto-entrepreneurs,
- Les agences (immobilières, bancaires, assurance, courtage, intérimaires...),
- Les pharmacies,
- Les commerces non-sédentaires,
- Les commerces de gros (sauf si vente aux particuliers),
- Les hébergements touristiques,
- Les SCI,
- Les succursales et les franchises,
- Les commerces d'une surface de vente supérieure à 300 m²,
- Les professions libérales.

ARTICLE 7 : Investissements éligibles

7.1 Nature des dépenses éligibles.

➤ Aménagement immobilier

- Création, modernisation et extension du local professionnel en lien avec la transition écologique ;
- Agencement et mobilier amortissable (ce dernier doit être scellé) ;
- Amélioration des conditions de travail et de sécurité ;
- Installation de bornes de recharges pour véhicules électriques

➤ Devanture

- Rénovation de vitrine (travaux complets : de la restauration à la réfection totale, y compris le vitrage, le système antiviol, l'éclairage et la signalétique),

Les travaux doivent faire l'objet des autorisations d'urbanisme ad-hoc

➤ **Achat et équipement de véhicule** spécifique à l'activité (dépanneuse, véhicule **de tournées, véhicule atelier...**) et remorque* (sauf simple renouvellement)

- Véhicule spécifique à l'activité prioritairement en phase de création ou lors de développement d'une nouvelle activité nécessitant la création d'un emploi.
- Equipement du véhicule : Les travaux devront être conformes aux normes ad-hoc (Attestation sur l'honneur).

*Les remorques pourront être financées lorsqu'elles permettent de transporter un matériel financé dans le cadre du présent dispositif. Le transport dudit matériel étant nécessaire à la délivrance de la prestation.

➤ **Matériel**

- Investissement apportant une réelle plus-value à l'entreprise (hormis le simple renouvellement : pas de remplacement à l'identique) : accroissement de la productivité, amélioration des conditions de travail, de sécurité, accès à de nouveaux marchés, création d'emplois, diversification d'activités, amélioration des performances énergétiques.
- Les automates permettant de délivrer des produits de 1^{ère} nécessité (produits agricoles, pain artisanal) dans des communes dénuées de commerces proposant ces denrées.

Le matériel d'occasion, est admis dans le cas de reprise d'entreprise s'ils est conforme aux normes en vigueur (**Attestation sur l'honneur**).

7.2 Nature des dépenses non éligibles :

- L'informatique, sauf si elle intervient dans le processus de production, ou qu'il s'agit du premier investissement de l'entreprise dans ce type de matériel ;
- Les appareils de télécommunications ;
- Le mobilier non spécifique à une activité ;
- Le matériel d'occasion (à l'exception du matériel cédé à l'occasion d'une reprise d'entreprise, dans ce cas la valeur de référence sera celle figurant dans l'acte notarié) ;
- Les véhicules d'occasion
- Les matériels en crédit-bail ;
- Les acquisitions foncières.

7.3 Conditions particulières

Il est rappelé qu'au regard des enjeux environnementaux et énergétiques, ainsi que des problématiques d'emplois sur le territoire, le financement de la CC des Loges interviendra prioritairement :

- sur les projets permettant la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique (investissements permettant de réduire les consommations d'énergies, d'utiliser des sources d'énergies non carbonées....).

- Sur les projets des entreprises s'engageant à participer à toutes manifestations permettant de promouvoir l'emploi sur le territoire de la CC des loges (forum de l'emploi pour faire connaître son métier, ses besoins, accueil de stagiaires (stage dès la 3ème....)).

Par ailleurs, les entreprises sollicitant une aide TPE devront être aux normes (hygiène, sécurité, ...), ou s'intégrer dans une démarche de mise aux normes (**Attestation sur l'honneur**).

En cas de besoin, le projet faisant l'objet d'une demande de subvention devra intégrer ladite mise aux normes.

En fonction de la nature du projet, préalablement au dépôt de dossier, un diagnostic technique ou hygiénoscopique devra être réalisé par un laboratoire privé, l'administration, ou une chambre consulaire. **Ce dernier sera exigé en cas de reprise d'entreprise.**

7.4 Intervention sur le bâti

Tous les projets avec intervention sur le bâti devront solliciter les autorisations nécessaires (arrêté de permis de construire ou déclaration préalable, avis de l'ABF sur les secteurs concernés). (**Attestation sur l'honneur**).

Un accord écrit du propriétaire des locaux sera demandé.

ARTICLE 8 : Forme et montant de l'aide

L'aide prend la forme d'une subvention (le montant de la subvention sera arrondi à la dizaine inférieure).

Le taux maximal d'aide est de 30% du montant HT de l'investissement subventionnable.

Le projet d'investissement éligible HT doit être compris entre 2.670€ et 16.667€.

En aucun cas, l'aide ne pourra être inférieure à 800 euros ni supérieure à 5 000 euros.

Il ne pourra être octroyé qu'une seule subvention au titre du dispositif **Aide en faveur des TPE** par entreprise (ou identification d'un même porteur de projet) sur une durée de 2 ans (entre les délibérations de l'organe délibérant autorisant les subventions).

ARTICLE 9 : Dossier de demande d'aide

Préalablement à tout dossier, le porteur de projet présentera son projet au service économique de la Communauté de Communes des LOGES, afin de déterminer la recevabilité de ce dernier au regard des critères définis dans le présent règlement.

En cas d'éligibilité, le porteur de projet adressera une lettre de saisine au Président de la Communauté de communes des Loges.

Les dossiers devront être déposés sur le portail dématérialisé « Nos Aides en Ligne » mis à disposition par le Conseil Régional Centre – Val de Loire.

Pour le dossier de demande d'aide, les pièces à fournir par le demandeur sont **a minima** :

- Formulaire de demande d'aides
- Document d'identification du demandeur avec les coordonnées et représentant légal (avis Sirene de moins de 6 mois, extrait Kbis ou RNE de moins de 3 mois)
- RIB
- Documents comptables et financiers (bilans...)
- Justificatif de dépenses (devis)

Le service Développement Economique indiquera aux demandeurs, les éventuels éléments complémentaires à communiquer.

ARTICLE 10 : Examen des dossiers de demande de subvention

Les demandes d'aide sont instruites par les services puis soumises pour avis à la Commission DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE de la Communauté de Communes.

Sur la base de l'avis de la Commission, le Conseil Communautaire décide de l'octroi de l'aide.

Le dispositif « **Aide en faveur des TPE** » ne présente aucun caractère d'automatisme. Les demandes seront en outre examinées en fonction des crédits disponibles.

A LIRE ATTENTIVEMENT :

- Le dépôt de la demande de subvention auprès de la Communauté de Communes des LOGES ne constitue en aucun cas un accord de subvention.
- Tout commencement de travaux, sans autorisation écrite du Président de la Communauté de Communes des LOGES, annulera la subvention.
- A titre exceptionnel, une dérogation pour les investissements nécessitant un commencement d'exécution avant la réunion de la commission de la Communauté de communes pourra être sollicitée. Elle prendra effet dès lors que le Président de la Communauté de communes aura, par écrit, autorisé le démarrage des travaux.
- Cette dérogation ne vaut en aucun cas accord de subvention. Elle permet seulement de ne pas perdre le droit à solliciter la subvention et l'instruction du dossier.
- Les devis présentés ne doivent pas être antérieurs de plus de six mois à la date de dépôt du dossier.
- Les travaux immobiliers (électricité, plomberie-chauffage, carrelage...) doivent être réalisés par des professionnels du bâtiment.
- Dans les travaux réalisés par une entreprise artisanale du bâtiment pour elle-même, ne seront pris en compte que le montant des achats HT de matériaux (sur présentation de factures).

ARTICLE 11 : VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention fait l'objet d'une délibération de la Communauté de Communes.

La subvention sera versée en une seule fois, **après exécution totale des investissements**, sur présentation de :

- Une lettre /mail de demande de versement de la subvention
- Un état récapitulatif (daté et signé) des dépenses hors taxes ;
- Des factures acquittées correspondantes ;
- Une attestation du Trésor Public et de l'URSSAF attestant que le bénéficiaire est à jour de ses obligations fiscales et sociales ;

- Une attestation de conformité (pour les entreprises alimentaires), des services compétents (Direction des services vétérinaires, cabinet spécialisé...), le cas échéant ;

Dans le cas où les dépenses réelles seraient inférieures à la dépense subventionnable, l'aide de la Communauté de Commune sera réduite au prorata.

Si les dépenses réelles sont supérieures aux prévisions inscrites dans le dossier de demande, la Communauté de Communes ne pourra subventionner au-delà de la décision prise par la Conseil Communautaire.

ARTICLE 12 : Délais de réalisation et information

A compter de la date de saisine ou de notification de la subvention, le bénéficiaire dispose **d'un délai d'un an** pour réaliser les investissements.

Par ailleurs, le bénéficiaire devra envoyer à la CCL, tous les justificatifs permettant de liquider la subvention dans les 18 mois à compter de la date de saisine ou de notification de la subvention.

Passé ces délais, la subvention sera purement et simplement annulée. Sauf demande motivée de l'entreprise, explicitant la raison du retard de réalisation des investissements.

Le bénéficiaire s'engage à mentionner sur un support visible du public, le soutien de la Communauté de Communes des LOGES.

ARTICLE 13 : Obligations des bénéficiaires

Les bénéficiaires devront s'engager à réaliser l'action objet du financement de l'intercommunalité et à utiliser l'aide versée exclusivement à la réalisation de l'objectif qui l'a motivée.

Le bénéficiaire de l'aide ne peut en employer tout ou partie au profit d'un autre organisme privé, association, société ou œuvre.

Le bénéficiaire acceptera que la subvention ne peut en aucun cas donner lieu à profit.

Le bénéficiaire s'engagera, en respectant la charte graphique de l'intercommunalité, à mentionner le soutien financier de l'intercommunalité sur tout document officiel destiné à des tiers relatifs à l'action subventionnée.

Le bénéficiaire s'engagera à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel communiqués à titre confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'une ou l'autre partie.

ARTICLE 14 : Vérification a posteriori

L'intercommunalité se réserve le droit d'opérer des vérifications a posteriori de l'attribution de l'aide. Le bénéficiaire s'engage à transmettre les pièces nécessaires à cette vérification, dès demande de l'intercommunalité.

En cas de non-transmission totale ou partielle ou de transmission insatisfaisante, une mise en demeure sera transmise au bénéficiaire pour régularisation et explications dans un délai de 30 jours.

A l'issue des opérations de vérification, l'intercommunalité pourra prendre :

- un avis de conformité si les pièces sont transmises et conformes
- un avis de non-conformité si les pièces ne sont pas transmises ou si elles sont transmises et non conformes.

En cas de non-transmission, de transmission partielle, de déclaration fausse ou incomplète, de non-conformité, l'intercommunalité se réserve le droit de mettre fin à la convention par résiliation et exigeront le reversement de tout ou partie de l'aide versée.

ARTICLE 15 : Reversement de l'aide

L'intercommunalité exigera le reversement de tout ou partie de l'aide versée dans les cas suivants :

- Non-respect total ou partiel du bénéficiaire de ses engagements et obligations, tels que prévus dans la convention ou l'acte attributif ;
- Utilisation non conforme de l'aide par rapport à l'objet de l'opération ou de l'action subventionnée ;
- Non-réalisation ou réalisation partielle, du projet ou de l'action ;
- En cas de cession du bien subventionné dans la durée du plan d'amortissement initial. Dans cette hypothèse, le bénéficiaire de l'aide s'engage à rembourser l'aide perçue au prorata de sa valeur nette comptable à la date de la cession ;
- En cas de délocalisation, pendant la durée du programme, en dehors du territoire communautaire, de l'activité, objet de l'aide ;
- En cas de non-maintien des effectifs, pendant la durée du programme ;
- En cas de non-transmission, de transmission partielle, de déclaration fausse ou incomplète, de non-conformité lors du contrôle a posteriori.

Le reversement total ou partiel donnera lieu à l'émission par l'intercommunalité d'un titre de recettes auprès du bénéficiaire de l'aide.

ARTICLE 16 : Données personnelles

Finalités du traitement :

Les informations recueillies feront l'objet d'un traitement par le conseil régional et les intercommunalités conformément au RGPD aux fins de :

- l'instruction de la demande d'aide,
- l'octroi et la gestion de l'aide,
- l'évaluation du dispositif.

Typologie des données collectées :

Les catégories de données personnelles concernées sont les suivantes :

- Identité et contact du dirigeant (adresse mail professionnelle, numéro de téléphone,...)

En cas de refus de communication des données obligatoires, la demande d'aide ne pourra pas être traitée.

Base juridique du traitement :

Ce traitement est fondé sur la mission d'intérêt public de la Région Centre-Val de Loire et des intercommunalités.

Destinataires des données personnelles :

Pour le présent dispositif d'aide, les services du Conseil Régional et des intercommunalités ont accès aux données renseignées. Toutefois, certains tiers et partenaires sont susceptibles d'être destinataires des données à des fins de contrôle (Commission européenne, DGFIP, ...). L'agence régionale de développement économique (Dev'Up) pourra également être destinataire des données renseignées par l'entreprise.

Durée de conservation des données personnelles :

Pour l'instruction des demandes d'aide et leur gestion après attribution :

- 2 ans à compter de la décision si la demande d'aide est refusée ;
- 10 ans à compter de la clôture de l'aide pour toute aide attribuée.

A l'issue de cette durée de conservation, ces données sont supprimées.

Exercice des droits :

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée ainsi qu'au Règlement Général sur la Protection des Données personnelles, le demandeur et le bénéficiaire disposent d'un droit d'accès, de modification, d'effacement, d'opposition pour des motifs légitimes, de limitation des traitements les concernant qu'ils peuvent exercer en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Centre-Val de Loire contact.rgpd@centrevallde Loire.fr

Le demandeur et le bénéficiaire sont informés de leur droit d'introduire toute réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (3 place de Fontenoy- TSA 80715 PARIS Cedex 07).

A....., le
Prénom – Nom, Signature et cachet de l'entreprise